YUKON

LEGISLATIVE ASSEMBLY OF ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU YUKON

First Session of the Thirty-third Legislative Assembly

Première session de la Trente-troisième Assemblée législative

ACT TO AMEND THE TERRITORIAL COURT ACT

First Reading:

PROJET DE LOI N° 37

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA COUR TERRITORIALE

Second Reading:	Deuxième lecture :
Committee of the Whole:	Comité plénier :
Third Reading:	Troisième lecture :
Assented to:	Date de sanction :

Première lecture :

ACT TO AMEND THE TERRITORIAL COURT ACT

EXPLANATORY NOTE

This Bill amends the *Territorial Court Act* to ensure that the Act reflects current practices relating to the appointment of deputy judges. In particular, the amendments

- require that deputy judges be retired judges of the Territorial Court itself or sitting or retired judges of other Canadian provincial or territorial courts; and
- provide an expedited process for the identification of qualified persons to be deputy judges.

The amendments apply to all deputy judge appointments. To avoid creating different kinds or categories of deputy judges, and to prevent any possible concerns about technical deficiencies in the previous appointment process, all past deputy judge appointments are deemed to have been made under the amended rules.

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA COUR TERRITORIALE

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi modifie la *Loi sur la Cour territoriale* pour veiller à ce que la Loi tienne compte des pratiques actuelles en matière de nomination des juges adjoints. Il prévoit plus particulièrement ce qui suit :

- que les juges adjoints doivent être des juges à la retraite de la Cour territoriale elle-même ou des juges en exercice ou à la retraite de tribunaux d'une autre province ou d'un autre territoire;
- un processus accéléré pour identifier des personnes qualifiées pour occuper la charge de juge adjoint.

Les modifications s'appliquent à toutes les nominations de juges adjoints. Pour éviter de créer différents types ou catégories de juges adjoints et pour éviter des possibles préoccupations quant à des lacunes techniques dans l'ancien processus de nomination, toutes les nominations préalables de juges adjoints sont réputées avoir été faites sous le régime des nouvelles règles.

BILL NO. 37

Thirty-third Legislative Assembly

First Session

ACT TO AMEND THE TERRITORIAL COURT ACT

The Commissioner of Yukon, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly, enacts as follows

1 This Act amends the Territorial Court Act.

Definitions amended

2 In section 1

(a) the definition "court" is replaced with the following

"'court' means, except in respect of a provincial court, the Territorial Court of Yukon; « *Cour* »";

(b) the definition "judge" is replaced with the following

"'judge' means, except in respect of a provincial court, a judge of the court and includes a deputy judge; « *juge* »"; and

(c) the following definition is added in alphabetical order

"'provincial court' means a court, created by an act of the legislature of a province other than Yukon, the powers and duties of which are substantially similar to those of the Territorial Court of Yukon; « cour provinciale »".

Sections 7 to 9 amended

3 In sections 7, 8 and 9, the expression "judge" is replaced with the expression "judge (other than a deputy judge)".

PROJET DE LOI N° 37

Trente-troisième Assemblée législative

Première session

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA COUR TERRITORIALE

Le Commissaire du Yukon, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative, édicte :

1 La présente loi modifie la Loi sur la Cour territoriale.

Modification des définitions

2 L'article 1 est modifié par :

a) le remplacement de la définition de « Cour » par ce qui suit :

« "Cour" Sauf à l'égard d'une cour provinciale, s'entend de la Cour territoriale du Yukon. "court" »;

b) le remplacement de la définition de « juge » par ce qui suit :

« "juge" Sauf à l'égard d'une cour provinciale, s'entend d'un juge de la Cour, y compris un juge adjoint. "judge" »;

c) insertion, selon l'ordre alphabétique, de la définition qui suit :

« "cour provinciale" Cour constituée par une loi de la législature d'une province autre que le Yukon dont les pouvoirs et fonctions sont substantiellement similaires à ceux de la Cour territoriale du Yukon. "provincial court" ».

Modification des articles 7 à 9

3 Les articles 7, 8 et 9 sont modifiés en remplaçant l'expression « juge » par « juge (autre qu'un juge adjoint) ».

Section added (deputy judge appointments)

4 The following section is added after section 9

"Selection of deputy judges

- 9.1(1) A person shall not be appointed as a deputy judge unless the person
 - (a) is a retired judge of the court or a sitting or retired judge of a provincial court; and
 - (b) has been recommended by the Minister in accordance with this Act.
- (2) If the council considers that the appointment of a deputy judge is required, or if the Minister advises the council that a deputy judge is to be appointed, the council shall submit to the Minister the name of at least one person who qualifies for the appointment.
- (3) The Minister may recommend a person for appointment as a deputy judge only if the council has submitted the person's name to the Minister under subsection (2)."

Application

5 This Act applies to all appointments of deputy judges, and any person who began serving as a deputy judge before the day on which this Act is assented to is deemed to have been appointed in accordance with the *Territorial Court Act* as amended by this Act.

Insertion d'un nouvel article (nomination de juges adjoints)

- 4 La même loi est modifiée par insertion, après l'article 9, de l'article qui suit :
 - « Sélection des juges adjoints
 - 9.1(1) Une personne ne peut être nommée juge adjoint que si, à la fois :
 - a) elle est un juge à la retraite ou un juge en exercice ou à la retraite d'une cour provinciale;
 - b) elle a été recommandée par le ministre en conformité avec la présente loi.
 - (2) Si le Conseil estime que la nomination d'un juge adjoint est nécessaire, ou si le ministre avise le Conseil qu'un juge adjoint doit être nommé, le Conseil soumet au ministre le nom d'au moins une personne qualifiée pour la nomination.
 - (3) Le ministre ne peut recommander la nomination d'une personne à titre de juge adjoint que si le Conseil a soumis le nom de cette personne au ministre en application du paragraphe (2). »

Application

5 La présente loi s'applique à toutes les nominations de juges adjoints et toute personne qui a commencé à exercer les fonctions de juge adjoint avant la date de sanction de la présente loi est réputée avoir été nommée en conformité avec la *Loi sur la Cour territoriale*, telle que modifiée par la présente loi.